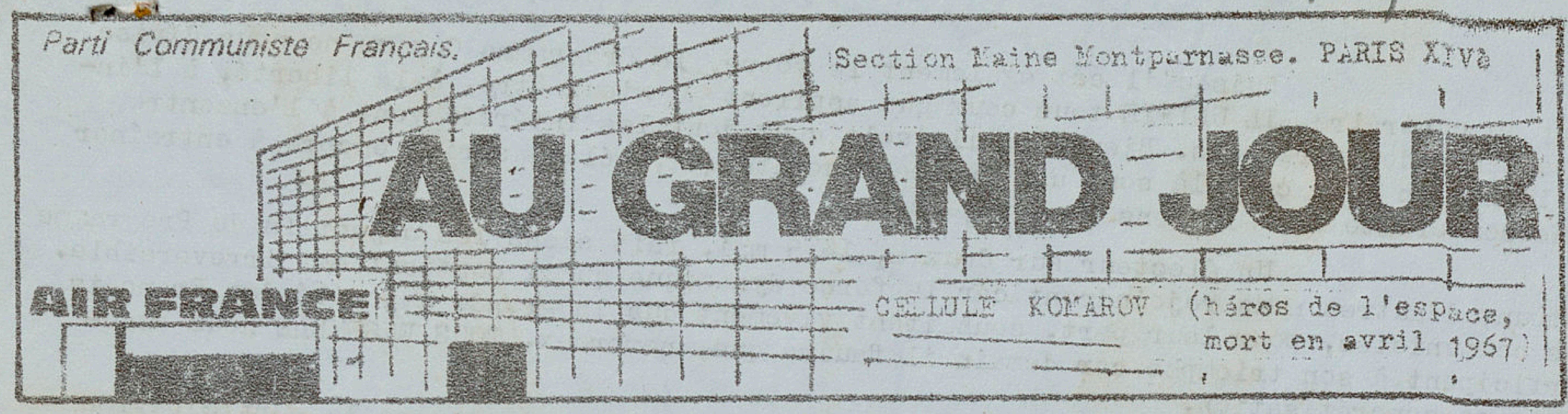
17/4/74



LA JUSTICE

GARANTE DE LA PAIX SOCIALE

L'échéance approche et le choix que vous aurez fait pèsera lourdement sur la destinée du pays. Certains qui, le 5 mai, ont choisi le CHANGEMENT sans pour celà voter pour le candidat commun de la gauche, s'interrogent peut-être encore : "Comment assurer des orientations différentes voire opposées à celles qui présentement conduisent le pays à l'impasse ? "

Deux candidats se proposent de concrétiser vos légitimes aspirations; au seul niveau des mots, il peut apparaître que les buts sont identiques. Mais puisque le choix est important, notre reflexion ne doit-elle pas aller au delà des mots ?

Il y a des faits qui sont là, probants, ineffaçables.

M.Giscard d'Estaing nous accuserait d'être des "hommes du passé" parce que, justement - à notre sens - il nous faut parler de son passé pour comprendre le présent et, seulement à partir de celui-ci peut être mesurable l'authenticité de ses promesses - largement - prodiguées.

Pendant 11 ans, le ministre des Finances a appliqué un Programme; vous en connaissez les effets. M.Giscard d'Estaing en dénonce les méfaits et condamne, par conséquent - et durant la seule période électorale - l'incurie du ministre des Finances. Ce paradoxe seul devrait susciter un profond scepticisme chez l'électeur soucieux de "changement".

Au delà des mots de M.Giscard d'Estaing, il n'y a que "rideau de fumée" estompant des privilèges de classe dont il convient, pour le pouvoir actuel, d'éterniser la prédominance. Pour capter votre suffrage, le candidat de droite n'hésite pas à chanter : " ...du passé faisons table rase ! "...

Nous voulons, ensemble, plus de justice sociale, plus de démocratie dans le pays et dans l'entreprise, plus d'indépendance ? Comment est-ce possible en accélérant - comme c'est le cas depuis de nombreuses années - le développement des féodalités financières et des monopoles internationaux ? Qu'attendre d'une société où le PROFIT est érigé en institution ?

D'un côté vous avez des mots. De l'autre UN PROGRAMME EXISTE: c'est celui qu'ont élaboré les partis communiste, socialiste et les radicaux de gauche. Il est à la disposition des Français car c'est POUR EUX qu'il a été façonné.

Ce Programme Commun analyse la situation du pays, s'efforce d'en saisir tous les aspects afin que chacun s'y sente partie intégrante, expose des solutions conformes à l'intérêt général - DONC AU VOTRE EGALEMENT.

Pour illustrer notre propos, disons que le Programme Commun c'est L'ANTI - PLAN PEROL, ce plan-coercition, étranger au Personnel, contraire à l'intérêt du Transport Aérien et de la nation.

.../...

Puisqu'il est également le vôtre, le Programme Commun ne nous divise pas; au contraire, IL UNIFIE tous ceux qui aspirent au mieux-être, à la liberté, à l'indépendance de notre pays. Bien sûr, il isole ceux dont les intérêts vont à l'encontre de la nation : et ceux-là sont une infime minorité qui, hélas, arrive encore à entraîner dans son orbite des millions de Français.

Un électeur sur deux a, le 5 mai, fait siens les objectifs du Programme Commun; d'autres nous rejoindront car la force dynamique qu'il contient est irreversible. Les communistes, pour leur part, souhaitent vivement que la grande majorité des Français participent à son triomphe car demain il faudra que, nombreux, TOUS ENSEMBLE nous assurions sa concrétisation.

Oui, TOUS ENSEMBLE, car le Programme Commun propose la participation effective et démocratique de tous ceux qui refusent la tutelle de forces hostiles à un régime de justice.

Et c'est ainsi que tout NATURELLEMENT les communistes participeront, comme tous les hommes et les femmes épris de progrès social, aux destinées du pays. Comme d'ailleurs ils l'ont fait aux lendemains de la guerre qui ont vu naître, entre autres réalisations sociales, le STATUT de la Compagnie AIR FRANCE.

IL N'Y AURA PLUS DE GHETTO...La France ne sera plus politiquement défigurée. Cà aussi fait partie du changement...

Ne le souhaitez-vous pas également ?

LES COMMUNISTES ET LA PROPRIETE

M. Giscard d'Estaing s'est targué, au début de la campagne, de ne pas recourir à un anticommunisme "primaire". Mais il parle beaucoup aujourd'hui des dangers pour la propriété et pour les libertés des Français si François Miterrand est élu le 19 mai, et si en conséquence il y a ensuite, dans le Gouvernement de gauche, qui demandera l'investiture de l'Assemblée Nationale,"six ou sept ministres communistes pour une durée de cinq ans".

Mais pourquoi donc les communistes seraient-ils les ennemis de la propriété ? S'agit-il pour eux, même à long terme, de nationaliser ou de vous "prendre" votre appartement, votre maison de campagne, votre terrain, votre automobile, votre télé couleur ..., tout cela acquis à grand peine et représentant des économies réalisées en rognant sur les dépenses courantes pendant des mois et des années, à partir de salaires insuffisants rongés par l'inflation ?

Ce serait en effet, de la part des communistes, une politique bien étrange et bien incohérente de lutter pour que les salariés et les autres travailleurs puissent avoir une plus grande part du fruit de leur travail, à seule fin de leur reprendre ensuite ce qui aurait pu être si difficilement arraché, directement ou non, au profit capitaliste.

Pour nous, il n'y apas de différence profonde de nature entre les dépenses immédiates de consommation et les acquisitions de propriété qui correspondent en fait à une consommation différée. Ceci est d'ailleurs d'autant plus évident que, en dehors des aspirations traditionnelles d'un peuple de petits propriétaires, beaucoup d'achat importants résultent moins d'un goût ou d'un désir que d'une contrainte ; car ils sont moins provoqués par la volonté de devenir propriétaire de quelque chose que par l'incapacit de l'organisation sociale actuelle, pourtant capable de tant de gaspillages ruineux, à fournir certains éléments indispensables de confort, de qualité de vie, d'environnement et de liberté : urbanisme spéculatif, transports en commun déficients, pollutions de toute sorte, absence d'équipements collectifs appropriés, de logement locatifs à prix raisonnable etc...

Dans ces conditions l'acquisition de propriété apparaît souvent, indirectement comme un moyen de se protéger contre l'insécurité, en même temps que directement comme la solution d'un problème spécifique.

.../...

Car tout est matière à insécurité aujourd'hui. Cela concerne l'emploi, la progression de carrière, le pouvoir d'achat. Cela concerne aussi l'épargne, rémunérée par M. Giscard d'Estaing à 6 % sur les livrets A de Caisse d'épargne pendant qu'elle se dévalorise de 12 à 15 % par an ; "Mais", a-t-il dit au cours d'un débat télévisé, avec sa façon si naturelle de prendre les gens pour des imbéciles, "pour évaluer le rapport réel, il faudrait ajouter à ces 6 % l'impôt sur le revenu dont cet intérêt est exempté."

Est-ce la gauche qui dépouille ainsi les épargnants ? Est-ce la politique de la gauche qui est cause des difficultés à payer les lourdes échéances des emprunts contractés, et trop souvent de l'impossibilité d'y faire face ? Est-ce que la véritable atteinte au droit de propriété ne réside pas dans le drainage de toutes les ressources des salariés par des organismes financiers qui étendent peu à peu leur emprise à tous les domaines d'activité, y compris maintenant ceux du tourisme et de la santé ?

Le système cher à M. Giscard d'Estaing est celui qui rançonne les petits et moyens épargnants en favorisant les gros spéculateurs, qui amène la fermeture des petits commerces et petites industries ou, dans le meilleur des cas, les enchaîne irrémédiablement aux grandes sociétés commerciales, industrielles et financières en leur enlevant toute indépendance, qui fait disparaître des centaines de milliers d'exploitations agricoles familiales.

Les communistes, eux, sont et resteront des défenseurs résolus de la propriété, fruit du travail, comme de l'héritage familial encore insuffisamment protégé par la loi, alors que l'évasion fiscale est toujours possible pour les très gros héritages dont l'origine est si souvent contestable.

Les communistes souhaitent, au stade ultérieur du socialisme pour lequel la France se prononcera un jour, développer la propriété collective, dans l'intérêt de la société tout entière, en ce qui concerne les grands moyens de production, d'échange et de communication qui jouent un rôle décisif dans la vie de l'ensemble de la population ; cela ne pourra que favoriser davantage et garantir le droit de propriété privée en le libérant des incertitudes et des risques qui en entravent aujourd'hui l'exercice ; la sécurité des travailleurs indépendants de l'artisanat, du commerce, de l'industrie, sera mieux assurée, et la propriété personnelle et familiale mieux protégée.

Conformément aux orientations du programme commun de la gauche, une des premières mesures du nouveau gouvernement, si François Mitterrand est élu le 19 mai, sera de fixer le taux d'intérêt des livrets A de Caisse d'épargne notamment en tenant compte de l'inflation, de façon à empêcher la poursuite de la dépréciation des économies de la population, jusqu'à présent mobilisées, à perte pour les épargnants, au profit des très gros intérêts que protège M. Giscard d'Estaing.

Quant à ce dernier, comme d'ailleurs sa propre famille de quelque côté qu'on se tourne, il est si profondément lié à ces intérêts qu'on ne peut lui en vouloir s'il est viscéralement incapable de les distinguer de ceux de la France et de "tous les Français", et si pour lui l'avenir ne peut avoir que les couleurs du passé.

Mais si l'on n'est pas prêt à se reconnaître dans une caste, peut-on contribuer à faire de lui un Président de la République Française ?

Nous vous appelons à venir nombreux, à la réunion publique qui se tiendra,

VENDREDI 17 MAI, entre 11 h 30 et 14 h 30,

dans les salons de la Tour, salles "Maine Montparnasse" (accès à la terrasse, par le 17 rue de l'Arrivée),

à l'initiative du Parti Socialiste, du Mouvement des Radicaux de Gauche, du Parti Socialiste Unifié et du Parti Communiste Français

Chacun des partis organisateurs sera représenté par des responsables de sa Fédération de Paris.